



La Conférence de Stockholm : « d'une importance capitale »

Le chef de la délégation canadienne décrit la Conférence de Stockholm comme étant « d'une importance capitale pour le Canada, ses alliés et l'ensemble de l'Europe ». L'article suivant a été rédigé par M. Tom Delworth, le chef de la délégation canadienne à la Conférence de Stockholm.

La Conférence de Stockholm a pris fin le 22 septembre dans une course contre la montre pour la négociation des détails de dernière minute. Cette conférence a présenté au monde un document remarquable sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe. Impressionnés par ces résultats pleins d'imagination et, à bien des égards, avant-gardistes, les médias internationaux ont déclaré qu'une page d'histoire venait d'être écrite à Stockholm. Cela est probablement vrai, mais seul l'avenir nous dira si cette page est le début d'un nouveau chapitre ou si elle ne fait que s'ajouter à l'ancien.

Mais trêve de métaphores. Les résultats de trois années de négociations, amorcées par une rencontre préparatoire à Helsinki en octobre 1983 et poursuivies jusqu'au début de la Conférence elle-même, qui s'est tenue à Stockholm en janvier 1984, revêtent une importance capitale pour le Canada et ses alliés et, en fait, pour l'ensemble de l'Europe. Les raisons de cette importance ne sont toutefois pas aussi largement comprises qu'elles méritent de l'être.

Le bilan qui se dégage du document de Stockholm est positif et même surprenant si l'on songe que la Conférence avait amorcé ses travaux sous les sombres augures des événements de la fin de 1983. On peut dire que la Conférence elle-même a été en quelque sorte une mesure de confiance parce qu'elle a contribué à alléger l'atmosphère des relations Est-Ouest, tout en bénéficiant elle-même du processus d'amélioration.

La notion de mesures de confiance n'est pas nouvelle. D'une façon ou d'une autre, elle figurait déjà dans un certain nombre de négociations et accords internationaux, mais surtout dans l'Acte final d'Helsinki, de 1975. Ce qui est nouveau depuis Stockholm, c'est d'abord l'élaboration détaillée des mesures de confiance très générales de l'Acte final d'Helsinki et leur caractère dorénavant obligatoire plutôt que facultatif, par suite du remplacement du verbe « pouvoir »

par le futur simple. En d'autres termes, les résultats de Stockholm se caractérisent par une élaboration considérable et détaillée des mesures de confiance et de leurs modalités d'application. Mais surtout, deux points du document peuvent être considérés comme pratiquement révolutionnaires. Le premier traite de la zone d'application des MDCS (mesures de confiance et de sécurité), qui va maintenant de l'Atlantique jusqu'à l'Oural, au cœur de l'Union soviétique, ce qui veut dire qu'une partie bien plus grande et plus importante du territoire soviétique sera dorénavant touchée par ces mesures. Mais, facteur encore plus important, le document de Stockholm prescrit comme moyen de vérification un régime qui oblige les États participants à ouvrir leur territoire à des inspections sur demande. La portée de ces deux facteurs laisse espérer que des progrès pourront être réalisés, grâce à l'abandon des positions rigides antérieures et à l'adoption d'attitudes et de mesures plus coopératives en matière de sécurité.

On a avancé que l'Occident avait comme principal objectif de réduire les barrières du secret systématique que l'Union soviétique avait toujours imposées à l'égard des mesures de confiance; en d'autres termes, toute mesure qui abaisserait le niveau de suspicion et de méfiance susciterait, à condition d'être soigneusement contrôlée, une atmosphère plus saine de confiance dans le réseau des relations militaires en Europe. Les négociateurs occidentaux ont demandé à plusieurs reprises la « démythification des affaires militaires », expression succincte

signifiant que l'Occident demandait instamment à l'Union soviétique d'adopter une attitude plus ouverte dans de nombreux domaines de l'information militaire, cette information devant être considérée plutôt comme un domaine d'intérêt plus factuel, plus ouvert et plus courant que comme l'émanation d'une politique nationale extrêmement délicate.

Dès le début de la Conférence, deux conceptions très différentes ont caractérisé les approches adoptées respectivement par l'Ouest et l'Est. L'Union soviétique et ses alliés essayaient de faire valoir ce que l'on peut appeler une conception déclaratoire de la sécurité, favorisant des déclarations faites par les plus hauts niveaux de gouvernement, déclarations exposant certains objectifs et prescrivant certaines mesures, mais en termes ni précis ni vérifiables. De son côté, l'Ouest était d'avis (et son opinion était très largement partagée par les pays neutres et non alignés) que la confiance doit plutôt être concrétisée que déclarée. À ses yeux, l'ouverture dans les Affaires militaires ne peut être qu'une conséquence de mesures précises de coopération, entreprises par l'ensemble des États participants ou par petits groupes d'États. Ainsi, au tout début de la Conférence, l'Alliance présentait un ensemble de propositions concrètes qui traitaient en termes précis des modalités d'application de certaines mesures relatives, entre autres, à la notification, à l'observation et à la vérification. C'est précisément cette approche pragmatique plutôt que théorique qui se dégage si clairement des résultats de Stockholm.



M. Tom Delworth, chef de la délégation canadienne à la Conférence de Stockholm (à gauche), s'entretient avec M. James H. Taylor, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures (à droite), lors de la visite de ce dernier à la Conférence, en juin 1986. Dans la deuxième rangée se trouvent M. Chris Anstis, chef adjoint de la délégation, et le colonel C. Namiesniowski, conseiller militaire (à la droite). On voit, dans la troisième rangée, M. Robert Vanier, secrétaire de la délégation (à gauche).

Pressens Bild/Rolf Hamilton